

N° 15
juin
2009



LA ROSE AU POING

Le Journal des Socialistes de Sciences Po

★ ★ Numéro spécial EUROPE ★ ★

SOMMAIRE

Edito Par Hugo CHRISTY	p.1
La science de la statistique et l'art du compromis Par Simon GARCIA	p.2
La véritable rupture : l'Europe sociale Par Pierre-André CLEMENT	p.3-4
Européens convaincus, les socialistes français ? Par Sébastien BILLOWS	p.4
Bulgarie : quand l'Europe incarne le seul espoir Par Arnaud LAABAN	p.5
L'histoire du businessman, du chasseur et du vicomte Par Paul HANRY	p.6
Dépasser l'horizon national, une tradition socialiste Par Lucas MENUT	p.7
Plus beau le PS Sciences Po Par Camille SPIRE	p.7-8
Mots croisés Par Elsa FOUCRAUT	p.8

Edito

Par Hugo CHRISTY

Les socialistes ont le pouvoir et l'éminente responsabilité de donner une nouvelle direction pour l'Europe. Les élections européennes n'auront qu'un seul tour, et c'est pourquoi tous les sympathisants de la gauche doivent se mobiliser, car tout électeur manquant ou dispersé confortera un peu plus le PPE et Barroso. Nous voici face à un enjeu inédit et une situation absurde : la crise du capitalisme fait des ravages dans tous les pays, et pourtant la droite, qui, il y a quelques mois encore faisait la promotion de ce système en faillite, ne faiblit pas. Pourquoi ?

D'abord parce que la gauche est divisée. Mais à l'heure des élections, il est urgent de faire preuve de notre discipline républicaine, telle que nous en avons été capable par le passé. Il n'est pas interdit d'être sceptique vis-à-vis du Parti Socialiste, mais chacun doit se souvenir que seul le vote pour une liste PSE est un vote efficace pour combattre la politique de droite libérale qui a fait tant de mal en Europe et qui ne porte pas de projet pour répondre réellement aux attentes sociales des citoyens. Il est dommage que le Parti Socialiste soit le parti qui prenne le plus de coups dans cette campagne, y compris de la part de ses camarades plus ou moins proches, alors que la droite antisociale et anti-écologique culmine dans les sondages, et que ses politiques montrent quotidiennement leurs faiblesses.

Ensuite parce que la campagne peine à se mettre en place. Responsabilité médiatique ou politique ? Les deux sans doute. Mais il est faux de dire que si le message ne

porte pas, c'est qu'il est inexistant. Tout au contraire, et que chaque citoyen de gauche s'en rappelle avant de voter, le Parti Socialiste Européen dispose d'un véritable programme concret, ratifié par tous les partis de l'UE pour un projet social, prêt à être mis en pratique : convergence des systèmes sociaux vers le haut, SMIC européen, directive climat, relance par une économie verte...

Il n'est pas vain de soulever que ce ne sont pas des paroles en l'air. Rappelons à toutes fins utiles que le PSE est le seul parti en France et en Europe à proposer une possibilité d'alternance à Barroso et au PPE. L'Europe libérale et antidémocratique n'est pas une fatalité. Une véritable alternative existe à gauche, pour bâtir une Europe protectrice de ses citoyens, une Europe des services publics, une Europe de l'égalité entre les sexes, et une Europe verte.

Certes le défi n'est-il pas gagné d'avance. Mais il est à notre portée. Si tous les sympathisants se rassemblent et se mobilisent en masse le 7 juin, alors nous pourrions réellement changer l'Europe. Ses enjeux sont quotidiens pour tous les français, aussi faudra-t-il s'en souvenir le moment venu, car une autre Europe est possible. ■

SECTION JEAN ZAY

La science de la statistique et l'art du compromis

Par Simon GARCIA

Certains leaders politiques français, par ailleurs anciens membres du Parti Socialiste, ont récemment multiplié les déclarations sur les très nombreux votes communs du Parti Socialiste Européen (PSE) et du Parti Populaire européen (PPE) au sein du Parlement européen. On nous affirme, chiffre effrayant, que 97% des décisions seraient prises d'un commun accord par ces deux formations. En bon sympathisant socialiste, il y a de quoi s'alarmer. Quelques jours plus tard, la terrible statistique vient une fois de plus nous faire sursauter, cette fois-ci de la bouche du chef du Nouveau Parti anticapitaliste. Pas besoin de plus pour dérouter le sympathique sympathisant. Mais qu'en est-il vraiment ?

Reprenons ce chiffre. D'où sort-il ? Comme l'a relevé récemment Jean Quatremer dans Libération, il semble que MM. Mélenchon et Besancenot, car il s'agit bien d'eux, soient allés glaner leur chiffre sur le site « l'observatoire de l'Europe », site eurosceptique proche de la mouvance de Philippe de Villiers. On retrouve ce chiffre dans l'étude d'un chercheur suédois, Jan Johansson mené en 2008 sur les 535 votes finaux de textes législatifs européens.

Au-delà de l'étrange mélange des genres, il semble que les dirigeants politiques mentionnés n'aient pas vraiment saisi la manière dont les textes législatifs sont adoptés au sein des institutions communautaires, ce qui est fort regrettable lorsqu'on constate qu'ils sont eux-mêmes candidats à des sièges d'eurodéputés...

Citons Pervenche Bérès, présidente de la Commission des Affaires Economiques et Monétaires et membre de la délégation socialiste française que mentionne le même Jean Quatremer : « La négociation européenne, c'est comme une négociation syndicale : on se bat, mais au final il faut conclure un accord tenant compte du rapport de force ». C'est qu'en effet, les textes votés ne tombent pas du ciel in extenso.

Si la Commission qui détient le monopole de l'initiative communautaire a actuellement, au travers de son président, une orientation plutôt libérale, il n'en va pas de même au sein du collège des chefs d'Etats et de gouvernement du Conseil européen qui décide des grandes impulsions à donner à la construction européenne. Il n'en va également pas de même de l'ensemble des gouvernements représentés au sein du

Conseil des ministres de l'Union qui examine le texte avant le Parlement et doit généralement trouver une majorité qualifiée, si ce n'est pas l'unanimité pour l'adopter. De ce fait, avant que d'être examiné par le Parlement, les textes ont-ils déjà fait l'objet de débats parfois très vifs et de compromis souvent délicats, dont les formations politiques respectives doivent tenir compte. Et pendant l'examen des textes mêmes, discute-t-on article par article des amendements proposés par les différentes formations. Si on y ajoute le fait qu'aucune de ces dernières ne détient de majorité absolue au sein du Parlement, on comprend alors aisément qu'au

final chaque groupe aura plus ou moins intérêt à voter ou refuser le texte selon les amendements qu'ils ont pu introduire.

Logiques institutionnelles, logiques partisans, logiques compromissaires. Toutes ces données s'entremêlent et raffinent le mode de prise de décision, rendant réductrice une statistique fondée sur le seul vote final des textes. Va-t-on reprocher aux socialistes de jouer le jeu de la démocratie pour obtenir le plus d'avancées sociales concrètes ?

La statistique est une science bien malléable. Les chiffres semblent ne jamais pouvoir mentir et pourtant on leur fait dire ce que l'on veut. Alors, à ceux qui s'indignent de ces 97% de votes finaux « communs », on a envie de souffler qu'une étude très sérieuse de la LES et de l'Université libre de Bruxelles a démontré que si on inclut à notre étude le vote par amendement, on recense 42% de vote commun des communistes avec le PPE...

Bonnet blanc et blanc bonnet, vraiment ? ■

« Va-t-on reprocher aux socialistes de jouer le jeu de la démocratie pour obtenir le plus d'avancées sociales concrètes ? »

Retrouvez la section PS
Sciences Po Jean Zay sur
son blog
www.ps-sciencespo.com

La véritable rupture : l'Europe sociale

Par Pierre-André CLÉMENT

Analyser la situation, faire un bilan et proposer. Voici la méthode politique appliquée dans tous les débats et élections nationales. Pourtant, dès qu'il s'agit d'Europe, les discours lyriques côtoient des débats idéologiques. On nous ressort la question de la Turquie, on nous rappelle du côté proeuropéen que celle-ci a permis la paix, on s'enferme de l'autre dans des réflexes souverainistes. Tout cela, le référendum de 2005 nous l'a montré, est dépassé. Alors que les citoyens ressentent tous les jours les effets concrets des différentes politiques européennes, ce sont sur des propositions et des engagements directement applicables que doivent se battre les socialistes.

Car depuis cinq ans, une dénaturation du projet européen s'est opérée. Outre l'effacement inquiétant du rôle de la Commission et le retour des logiques interétatiques, c'est à des textes et à des politiques régressives à la fois au niveau économique et social qu'a été mise au service l'Union Européenne. Majoritaire au Parlement Européen, au Conseil des ministres de l'UE ainsi qu'au sein de la Commission Barroso, la droite européenne a poursuivi de manière incessante ses attaques contre les services publics et les droits des salariés. Citons à titre d'exemple la directive Bolkestein ou la directive "Temps de travail" qui rend possible au niveau européen une durée hebdomadaire de travail de 65 heures, au lieu du maximum de 48 heures précédemment. Citons également la directive "Retour", directive de la honte qui permet d'enfermer des étrangers pendant 18 mois sans jugement. Citons enfin l'accélération du démantèlement de tous les services publics tels que la Poste ou les services de chemins de fer.

En imposant sa politique de casse des acquis sociaux et des services publics,

la droite européenne a détourné l'Europe de ses objectifs et aggravé le déclin du sentiment européen.

Mais outre le bilan des sortants, la méthode politique doit aussi passer par l'analyse de la situation. Or quelle est-elle ? C'est celle d'une crise économique et sociale sans précédent, touchant tous les secteurs et poussant des millions de salariés et leur famille au chômage et à la misère. C'est celle d'un affolement de toutes les statistiques avec une récession de plus de 9% en Estonie et un niveau record de chômage de 17% en Espagne. C'est celle enfin d'une crise systémique du capitalisme financier et du néo-libéralisme qu'a contribué à mettre en place la droite européenne.

Face à ce bilan et cette situation, les socialistes européens du PSE se sont engagés sur un autre modèle de société à travers un texte commun – fait unique – signé à l'unanimité par les 27 partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe. Basé sur une volonté constante de placer l'Europe au service de ses citoyens et de faire progresser la justice sociale, ce texte se propose de mettre en place des mesures concrètes et directement applicables pour faire changer de sens à l'Europe et faire enfin progresser la construction d'un désir tant repoussé et rendu aujourd'hui urgent : l'Europe sociale.

Un Pacte Européen de Progrès Social

Pour cela, les socialistes européens proposent d'abord la négociation d'un Pacte Européen de Progrès social établissant des objectifs et des normes pour les politiques nationales de solidarité. Parce que la convergence ne doit pas s'arrêter pas aux critères macroéconomiques, le PSE réclame ainsi la création dans tous les Etats

membres de l'Union, de systèmes d'allocations adaptés pour les retraités, les chômeurs et les invalides du travail.

Au lieu d'être force de régression pour les pays les plus avancés, l'Europe viserait ainsi l'alignement par le haut des protections sociales pour tous.

Un SMIC européen

Les socialistes européens proposent également un Accord européen sur les salaires, garantissant un salaire égal à travail égal et prévoyant l'établissement d'un salaire minimum décent dans tous les Etats membres, soit par la loi, soit par la négociation collective. Ce salaire minimum correspondrait à 60% du salaire médian de chacun des pays, alors que de nombreux pays, comme l'Allemagne par exemple n'ont toujours pas de salaire minimum. L'imposition historique de la création d'un salaire minimum dans tous les pays membres serait ainsi une étape vers un salaire minimum européen qui assurerait à tous la justice dans la distribution des richesses, mettrait fin à la concurrence entre les travailleurs européens et irait vers la convergence sociale au sein de l'UE.

Une directive services publics

Les socialistes européens proposent enfin d'établir un cadre européen pour les services publics à travers une « directive services publics », qui garantira aux citoyens le droit d'accès universel et égal à ces services, leur qualité, leur autonomie locale et leur transparence, et qui maintiendra leur intégrité telle qu'elle est définie nationalement. Ainsi les règles européennes en matière de concurrence ne s'attaqueront plus aux services publics et au droit des citoyens d'en bénéficier.

Les socialistes européens proposent enfin, entre autres d'adopter une di-

rective sur les stages, reconnaissant aux jeunes des droits sociaux pour commencer leur expérience professionnelle, une directive visant à élargir la participation des salariés aux processus de décision au niveau des groupes européens, à un alignement vers le haut des congés parentaux et une directive climat sur les transports et l'agriculture.

Beaucoup disent à droite et à gauche du PS que ces propositions sont impossibles à mettre en œuvre aujourd'hui soit parce qu'elles sont irréalistes soit parce qu'elles ne sont pas applicables dans le cadre des traités actuels. Sur tous les points, ces critiques sont fausses et sans fondements et c'est même

le contraire qui prévaut. Bien qu'à l'origine les traités ne donnaient pas de compétence à l'Europe en matière sociale, ces derniers ont en effet évolué. Une base juridique à l'Europe sociale existe. Le titre XI du traité Communauté européenne lui est consacré et son article 16 confie à l'Europe la mission d'assurer « une protection sociale adéquate et le dialogue permettant un niveau d'emploi élevé et durable et la lutte contre les exclusions. ». Le même article précise qu'une telle évolution pourra même passer par l'harmonisation. Rien n'interdit un salaire minimum européen, ni une harmonisation sur la question des salaires. Les moyens de la convergence sociale sont donc là. Seule la volonté

politique manque.

Et là encore, seul le Parti socialiste européen est capable de la former. En signant un texte commun à 27 partis européens, le PSE est le seul apte à construire une majorité claire, alternative à Barroso, prête, à mettre en place dès le 8 juin une série de mesures concrètes pour une l'Europe écologique et sociale.

Face au bilan accablant de la droite, face à la situation économique et sociale, face aux propositions énoncées et leur potentialité d'être mise en œuvre, un seul vote s'impose donc le 7 juin : le vote socialiste. ■

Européens convaincus, les socialistes français ?

Par Sébastien BILLOWS

Portés par une inspiration internationaliste, les socialistes français ont soutenu sans réserve les projets d'intégration européenne de l'après Seconde Guerre Mondiale. Un héritage fédéraliste nous anime jusqu'aujourd'hui. Toutefois, le rejet de la CED par une partie des socialistes en 1954 a semé les germes de l'euroseptisme. Celui-ci a rejailli sous différentes ces dernières décennies.

Il reste qu'en ce qui concerne le combat d'aujourd'hui, celui pour élire une majorité socialiste au Parlement européen, les socialistes français ont resserré leurs rangs et retroussé leurs manches. Qu'il aient voté « oui » ou « non » en 2005, ils soutiennent tous sans aucune réserve le manifeste commun à tous les socialistes européens.

QUAND LES SOCIALISTES AGISSENT EN EUROPEENS CONVAINCUS

1927 : Léon Blum préside la section française du mouvement pan européen

1948 : Les socialistes défendent le fédéralisme au congrès de la Haye du Mouvement européen. Guy Mollet, chef de la tendance majoritaire, ainsi que Léon Blum, minoritaire, sont tous deux de fervents européens. Cet état de fait se maintient jusqu'à la refondation du parti en 1971.

1985 : Un socialiste, Jacques Delors, devient Président de la Commission européenne

1992 : Les socialistes appellent à voter « oui » au référendum sur le Traité de Maastricht

2005 : Les socialistes appellent officiellement à voter « oui » au référendum sur le TCE

LES SOUBRESAUTS DE L'ENGAGEMENT EUROPEEN

1954 : La moitié du groupe parlementaire socialiste vote contre la CED

1973 : Congrès extraordinaire à Bagnolet. Face à l'opposition du CERES (courant de la gauche du PS) à la construction actuelle en cours, Mitterrand met en jeu son mandat de premier secrétaire. Sa victoire ne débarrasse pas toutefois le parti de ses ambiguïtés.

1979 : le PS refuse de signer une plate-forme commune avec les autres partis socialistes européens.

1992 : Lors du référendum sur le traité de Maastricht, le CERES appelle à voter non et finit par quitter le PS pour devenir le MDC.

2005 : Une partie du PS soutient le « non » au référendum sur le TCE et contribue ainsi à son échec

Bulgarie : quand l'Europe incarne le seul espoir

Par Arnaud LAABAN



Dans certains pays l'Europe fait figure d'épouvantail bureaucratique. Dans d'autres, l'Europe constitue l'unique bouée de sauvetage. C'est le cas en Bulgarie, pays nouvellement entré en 2007, dont l'économie gangrenée par la corruption n'arrive toujours pas à se relever de la transition. Ainsi, selon un sondage Gallup International réalisé fin Avril, seulement 8% des bulgares font confiance à leur parlement national alors qu'ils sont 57% à approuver l'action du parlement européen. Et ce, alors même que Bruxelles a gelé en juillet 2008 près de 500 millions d'euros d'aides pour sanctionner le manque d'actions et de résultats contre la mafia. En attendant, les Bulgares restent dans une situation bien précaire.

Une transition ratée

La Bulgarie est sans doute le pays qui a le plus souffert de la transition vers l'économie de marché. Fleuron industriel du bloc soviétique, l'ouverture brutale de l'économie bulgare au bloc occidental à partir de 1990 a logiquement entraîné des fermetures d'usines en cascade. Le PIB bulgare s'est ainsi contracté en quelques années de près de 40% entraînant une vague de chômage sans précédent dans cet ancien satellite de Moscou. En 1996-1997, la Bulgarie connaît même une crise économique si grave que le pays passe sous tutelle du FMI. Il faut attendre 2004 pour voir le PIB bulgare revenir à son niveau de 1990. Entre temps, la population s'est appauvrie et les disparités se sont creusées. 4x4 noir vitres teintés côtoient les vieilles Ladas dans les rues du centre de Sofia tandis que les régions agraires restent faiblement motorisées.

Une corruption généralisée

En plus d'une économie convalescente et d'un niveau de vie précaire, la Bulgarie est gangrenée par un problème endémique, celui de la corruption. Celle-ci se fait à tous les niveaux : du politicien qui achète ses électeurs (entre 5 et 50€) aux professeurs d'université qui monnaient le passage de certains élèves pour compléter leur salaire de 92€ par mois. Les candidats populistes l'ont bien compris. Le Général Borisov, ancien patron de la police nationale et actuel Maire de Sofia a surfé sur cette vague pour se faire réélire avec près de 54% des voix. Son parti figure d'ailleurs en bonne posture pour arriver en tête le 7 juin prochain. Pour autant, il est soupçonné d'entretenir des relations particulières avec certains chefs mafieux et de pas avoir mis fin aux collusions entre la police et ce milieu dans le cadre de ses précédentes fonctions. Il est ainsi possible, dans Sofia de voir rouler la police en Porsche décapotable. D'où l'amer constat de l'Union Européenne : les fonds structurels destinés au développement du pays seraient en fait détournés par des politiciens véreux et liés à la mafia.

Le désarroi d'un peuple

La population bulgare, abandonnée par ses élites et livrée à elle-même, est excédée par ces affaires de corruption. D'autant plus qu'ils pensaient voir ce genre de pratiques disparaître avec l'entrée du pays en 2007 dans l'Union Européenne, plusieurs années avant la date prévue. Mais quelques mois à peine après l'adhésion un écrivain s'étant dit prêt à témoigner sur les liens entre le Ministre de l'intérieur et la mafia se faisait assassiner en pleine rue à Sofia. Malgré de vives protestations, seul Roumen Petkov, le Ministre de l'intérieur en question fut remplacé. Depuis début janvier 2009, le désarroi est tel qu'étudiants, médecins, agriculteurs et retraités descendent régulièrement dans la rue pour exprimer leur colère et réclamer un changement. Or celui-ci ne pourra venir que de l'Union Européenne.

L'urgence d'une politique sociale

L'échec de l'ouverture économique voulue par l'actuel commissaire européen Manuel Barroso montre que la Bulgarie a avant tout besoin d'une politique sociale d'envergure. Ainsi, il apparaît évident que la mise en place d'un salaire minimum décent, première étape dans l'instauration d'un Etat social, pourrait améliorer radicalement le quotidien des Bulgares. Bien mieux payés, les agents de l'Etat tels que les professeurs d'universités ou les policiers n'auraient plus besoin de financer leurs fins de mois par la corruption. Rappelons que le salaire minimum en Bulgarie est de 92€ actuellement et qu'un parlementaire national ou européen bulgare touche 900€ par mois. Avec cette forte hausse de la masse salariale au sein de l'Etat, l'argent pouvant être détourné serait de facto bien moins important. La réduction de la corruption et la hausse du pouvoir d'achat de la population pourrait alors attirer de nombreux investisseurs. La hausse drastique du salaire minimum devrait également être suivie par l'instauration d'un régime de retraite et de santé universel minimum et par une politique fiscale bien plus pénalisante à l'égard des oligarques et des fortunes mafieuses qui gangrenent ce pays.

L'exemple Bulgare nous montre donc à quel point comment le vote des européens d'Espagne, de France ou d'Allemagne pourrait changer radicalement la vie des bulgares. La victoire du Parti socialiste européen (PSE) aux élections européennes permettrait ainsi à l'Europe de faire un pas décisif dans la constitution d'une Europe sociale aux services de tous ses citoyens. L'instauration d'un salaire minimum européen et l'harmonisation fiscale sont en effet des points essentiels du programme commun des socialistes européens, le Manifesto, qui permettront de répondre à l'urgence sociale dans certains pays membres comme la Bulgarie. ■

L'histoire du businessman, du chasseur et du vicomte

Par Paul HANRY



L'Europe est décidément un sujet qui transcende les clivages et permet les unions les plus improbables. La preuve nous en a encore été faite, cette fois-ci de manière bien peu glorieuse, avec la constitution du pseudo parti paneuropéen Libertas. Quelle histoire invraisemblable que celle de cet homme d'affaires irlandais, Declan Ganley, principal acteur du non irlandais au traité de Lisbonne, décidant d'entrer sur la scène politique européenne en lançant son mouvement. Autour de 300 candidats répartis dans 10 pays de l'UE se présenteront ainsi devant les électeurs le sept juin prochain sous la bannière de Libertas. Si le projet semble ambitieux, le mouvement a cependant tout d'un attelage hétéroclite. Il rassemble des eurosceptiques certes, mais il réunit en son sein des protectionnistes, des libre-échangistes, des atlantistes, des souverainistes, des régionalistes, des populistes, etc. Rarement la formule « unis dans la diversité » n'aura été si adéquate.

Plus surprenant encore, les représentants du mouvement en France seront CPNT et le MPF. Si les deux partis disent avoir « mené des combats communs par le passé », le mouvement du « chasseur » Frédéric Nihous, plutôt orienté vers la défense du mode de vie rural et farouchement anti-écoco, ne combat habituellement pas sur le même front que le « vicomte » Philippe de Villiers, souverainiste avant tout. A cette alliance contre-nature s'est donc ajouté le « parrainage » de Libertas, qui est venu chambouler les habitudes de campagne des deux partis. Les premiers à s'en plaindre sont d'ailleurs des membres éminents du MPF. Ainsi, l'eurodéputé sortant Paul-Marie Couteaux, évincé des listes MPF-CPNT, critique fermement ce projet et pose la question à 500 000 euros : « pourquoi est-ce que nous, souverainistes, nous accepterions d'être piloté par un étranger? ».

Le projet Libertas reste ainsi un mouvement mystérieux qui cultive les contradictions. L'ensemble des sympathisants de Declan Ganley semble certes prendre en grippe le traité de Lisbonne et critiquer l'Europe des « bullocrates », selon l'expression chère à nos chasseurs-souverainistes. Il n'en reste pas moins que la « ligne du parti » manque de clarté. Du côté des finances, rien de très transparent non plus. Si Declan Ganley se refuse à dire qu'il a financé le parti au-delà de ce qui est légalement autorisé en Irlande (soit des dons limités à un montant de 6300 euros), Libertas ne semble pas dénué de tout moyen financier. En France, les présidents du MPF et de CPNT affirment ne recevoir aucun soutien financier de Declan Ganley. Rien n'est moins sûr, et c'est encore une fois le souverainiste déchu et déçu Paul-Marie Couteaux qui met en doute les affirmations de Philippe de Villiers : il déclare ainsi que « des apports personnels des candidats ne sont pas contrôlés les uns après les autres. On peut financer des campagnes sans que ça se voit. »

Quoiqu'il en soit, Libertas a mis pour sa campagne les petits plats dans les grands. En voilà pour preuve les couteux clips diffusés sur internet. Des images tirées de films à grand succès (Star Wars, James Bond ou Troie) sont doublées en français et traitent de thèmes chers aux souverainistes comme l'atteinte portée par l'UE à nos bons produits français, vin rosé ou fromage en tête. Une première vidéo met ainsi en scène le sénat galactique de Star Wars dont le président, appelé le « grand abstrait » dans la vidéo, veut faire passer une directive imposant sur les fromages qui puent le label « produit dangereux ». On peut trouver dans une autre vidéo un James Bond empoisonné à coup de vin rosé cuvée « bullocrate 2009 », horrible cocktail fait de vin rouge et de vin blanc mélangés. D'abord présentées comme œuvres d'un internaute amateur, ces

vidéos bénéficiant pourtant de la mention « official content » sur Dailymotion seraient en fait, selon le Figaro, le fruit d'une agence de communication. Frédéric Nihous et Philippe de Villiers ont néanmoins nié le caractère officiel de ces clips très divertissants. Leur qualité laisse cependant penser le contraire.

Autre signe (désespérant) de la bonne santé financière de Libertas, la venue de Lech Walesa à plusieurs meetings en Espagne et en Italie. Si de nombreux admirateurs en ont été particulièrement déçus, le héros de Solidarnosc ne paraît pas mesurer les conséquences de son acte. Lech Walesa affirmait que son intervention ne devait pas traduire un quelconque soutien au mouvement de Ganley et qu'il s'agissait d'une « affaire aussitôt consommée, aussitôt oubliée ». Lech Walesa ne semble pas être devenu soudainement un eurosceptique patenté. Pourquoi donc une telle intervention ? Un quotidien polonais révèle que l'ancien président touchera autour d'un million de dollars pour ses apparitions...

Selon le même quotidien, Declan Ganley s'est ainsi acheté « une bannière de la liberté sous laquelle il expose maintenant ses idées ». Cette débauche d'énergie et de moyens portera-t-elle ses fruits ? Malgré les efforts déployés, les listes Libertas sont créditées en France d'un peu moins de 5%. Si ces mauvais résultats devaient se confirmer, Libertas aura bien marqué les mémoires comme l'un des mouvements politiques les plus ridicules ayant jamais existé. En revanche, si le parti parvenait à porter à Strasbourg un nombre important d'eurodéputés, il y aurait bien lieu de s'inquiéter. ■

NB : vous pouvez aisément trouver les vidéos susmentionnées en tapant « bond bullocrate » et « empire bullocrate » sur dailymotion.com

Dépasser l'horizon national, une tradition socialiste

Par Lucas MENUT



Au cœur du projet socialiste s'est toujours trouvé l'internationalisme. Il s'agit de s'arracher du cadre national et de privilégier les intérêts supranationaux afin d'appréhender les problèmes de façon plus globale. Les Internationales ouvrières sont une manifestation concrète de cet internationalisme. Depuis le XIXe siècle, elles ont en effet eu pour principale vocation de propager l'idée de fraternité entre les peuples.

La première « Internationale » est le nom abrégé de l'Association internationale des travailleurs, fondée à Londres en 1864, lors d'une réunion publique organisée par les ouvriers français et britanniques, dans une idée de fraternité des peuples. Karl Marx en rédigea les statuts. L'association recommande à ses sections d'employer contre la guerre tous les moyens d'agitation, y compris la grève. Le congrès de 1872 fut dominé par la querelle entre marxistes et anarchistes de Bakounine, qui furent exclus et fondèrent une Internationale anarchiste, qui exista jusqu'en 1880. Transférée à New York, l'Internationale fut dissoute lors de la conférence de Philadelphie, en 1876.

La seconde Internationale fut fondée lors du congrès de Paris en 1889, à l'initiative de Friedrich Engels. Alors que l'influence marxiste restait prépondérante, l'Internationale s'assouplit et renonça à imposer

une organisation centralisée. Au début du XXe siècle, la IIe Internationale était divisée entre les tendances réformistes et les tendances révolutionnaires. Ce sont ces dernières qui l'emportèrent au congrès d'Amsterdam, en 1904. Lors de ce congrès, l'Internationale décida de ne reconnaître qu'un seul parti par pays, ce qui entraîna l'année suivante la création de la SFIO, regroupant le « PS de France » de Guesde et Vaillant, révolutionnaire et antiministériel, et le « PS français » de Jaurès, favorable à l'alliance avec les radicaux et au soutien à un « gouvernement bourgeois ».

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale fut un échec pour l'Internationale, les travailleurs des pays en guerre obéissant plus à leur patriotisme qu'à leur idéal socialiste. Des conférences entre socialistes eurent lieu à Zimmerwald, en 1915, et Kienthal, en 1916, en Suisse. Elles n'eurent que peu d'effets sur la fin du conflit. Après la scission de 1919 avec la IIIe Internationale (communiste), les tendances socialistes non communistes se réunifièrent au congrès de Hambourg, en mars 1923, pour créer l'Internationale ouvrière et socialiste (IOS).

A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la structure internationale fut relancée à l'initiative des travaillistes britanniques,

de Léon Blum et de l'Italien Pietro Nenni. L'Internationale socialiste fut fondée, sous sa forme actuelle, au congrès de Francfort, en 1951. Elle rassemblait à l'origine les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes européens, mais elle s'est élargie à la suite de la décolonisation et après la disparition des pays communistes. Elle comporte des partis membres de droit, des partis membres consultatifs, des partis observateurs et des organisations fraternelles. Les derniers présidents furent l'ancien chancelier allemand, Willy Brandt, de 1976 à 1992, Pierre Mauroy, de 1992 à 1999, l'ancien Premier ministre portugais, Antonio Guterres, de 1999 à 2006. L'actuel président est le grec Georges Papaandréou.

Le Parti socialiste européen (PSE) s'inscrit bien évidemment au sein de cette tradition internationaliste. Son orientation est réformiste et il regroupe les partis travaillistes, sociaux-démocrates et socialistes d'Europe. En assurant la cohérence entre les positions des partis progressistes d'Europe, le PSE est ainsi capable de parler d'une seule voix et donc de peser sur la construction de l'Union européenne. ■

Plus beau le PS Sciences Po.

Chaque mois, retrouvez la rubrique du journal destinée à résoudre les problèmes quotidiens de ses lecteurs. Camille SPIRE, notre ancienne secrétaire de section, vous fait profiter de son expérience et vous adresse ses conseils les plus avisés ! Si vous avez une question à lui poser, n'attendez pas ! Contactez-la par mail, camille.spire@sciences-po.org, elle se fera un plaisir de vous répondre dans le prochain numéro... et le PS Sciences Po sera plus beau !

« On me dit que l'Europe est belle mais quand je vois Barroso, j'en doute... »

Cher lecteur, chère lectrice,

J'avoue avoir été surprise par ta question. Tout d'abord, je ne mettrai pas sur le même plan l'Europe et Barroso. Si l'Europe, c'est Barroso, alors on n'ira pas bien loin... En plus, résumer la France à Sarkozy me semblerait une mauvaise idée, et Barroso n'a

même pas les pouvoirs d'un chef d'Etat.

Surtout, c'est ton focus sur les apparences qui m'intrigue. Quelqu'un m'a récemment donné une carte sur laquelle était écrite : « Te laisseras-tu duper par les choses visibles ? ». Je te pose la même question, cher lecteur... te laisseras-tu avoir par l'apparence

de Barroso... ou celle de Rasmussen, d'ailleurs ?! Derrière eux, il y a tellement d'hommes, d'institutions, invisibles à tes yeux... surtout au niveau européen !

Ceci dit, cela soulève une problématique importante : l'apparence d'un candidat en politique influence-t-elle le vote ? Ne soyons pas hypocrite : cela rentre

forcément en ligne de compte ! C'est comme n'importe quel entretien : il paraît que l'apparence révèle quelque chose de soi... En fait, c'est l'inverse de « l'habit ne fait pas le moine ». J'ai d'ailleurs souvent pensé qu'avec un re-looking – personne ne l'a inscrit aux émissions du genre « Relooking extrême » ? -, François Hollande aurait fait de meilleurs scores. Quelqu'un comme Ségolène bénéficierait au contraire d'un physique plus avantageux : quand on la voit on se dit qu'elle pourrait tout à fait représenter la France à l'étranger. Elle incarne un peu l'élégance française, pas autant que Carlita, mais en moins aristocrate. En plus, elle peut s'adapter aux pays qu'elle visite, puisqu'on sait désormais qu'elle a des tuniques africaines dans sa garde robe; et je suis sûre qu'elle a aussi des saris.

N'oublions pas les sexys centristes ! Pour ne pas faire dépassés, pour redorer leur image, les militants du MoDem avaient portés des T-shirts « sexys centristes » pendant la campagne présidentielle de 2007... comme quoi même des candidats qui conduisent des tracteurs s'intéressent à l'apparence !

Mon raisonnement est quand même largement faussé par notre président bien aimé... Si l'apparence comptait tant que ça, je ne pense pas que le petit Nicolas aurait été élu : non pas parce qu'il est petit – tout le monde le sait, ce qui est petit est joli -, mais parce qu'il n'a pas un physique de rêve. Quand on ne se préoccupe que de l'apparence de Sarkozy, on se demande comment il a pu atteindre la présidence, de la France ET de l'Europe pendant 6 mois, comme il ne cesse de le marteler... En fait, même quand on ne prend pas en compte la physionomie de Nicolas, on se pose encore la question... Enfin, tout ça pour dire que son physique n'a pas du être déterminant dans son élection. Son mariage avec Carlita m'a d'ailleurs particulièrement intriguée et rassurée en même temps : j'ai peut-être encore une chance avec Jude Law !

En plus, si on votait en fonction du physique des candidats, on n'aurait pas trop de soucis à se faire du côté du FN !

Au fond, il reste une question essentielle : qu'est-ce que la beauté ? La beauté est quand même très subjective. En 1981 : Giscard ou Mitterrand ? En 1995 : Jospin ou Chirac ? En 2009, Rachida Dati ou Harlem Désir ?...

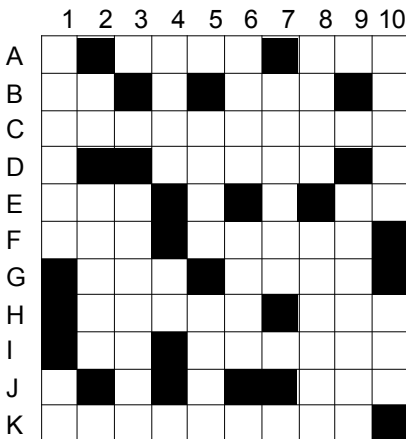
Donc pour ces élections européennes, ne te laisse pas aveugler par les diamants de Rachida ! Vote-même si les clips du gouvernement contre l'abstention sont nuls, ça ne compte pas comme excuse pour ne pas aller voter- pour celui qui t'inspire le plus, celui qui te fait le plus envie... comme Désir par exemple !!

Même si de Gaulle a un jour déclaré : « les Français sont des veaux », j'ai suffisamment de confiance dans mes compatriotes pour qu'ils ne votent pas pour n'importe qui : les français sont des veaux qui ont du goût ! ■

Mots croisés*

par Elsa FOUCAUT

* la solution sera publiée sur le blog !



Vertical :

1. Capitale de Zapatero – Union Européenne
2. Oui espagnol ou italien – Type de scrutin pour les élections européennes
3. Applique la directive retour
4. Dieu grec de la guerre – Equivalent de la SNCF en Allemagne
5. Indice anglais – Nombre de centimes dans 1€
6. Accompagne un grec – Un des trois piliers de l'UE
7. Communautaire à Bruxelles, national à Paris, régional en province
8. Folklore de manifestation – Ile britannique en version originale tronquée
9. Refusons d'intégrer
10. Empereur européen - Abîme

Horizontal :

- A. Celle qui permet de rejoindre l'Assemblée Nationale à l'Europe en faisant un changement à Saint-Lazare – Cadre européen en matière d'agriculture
- B. Association de Sciences Po ayant organisé l'Eurocup le week-end du 8 mai – Institut National de l'Audiovisuel
- C. Actes normatifs européens
- D. Tchèque, bulgare, slovaque ou polonais
- E. Chypre ou Malte – InterRail
- F. Nombre de nouveaux membres dans l'UE entrés en 2004 – Taille d'un traité constitutionnel européen
- G. Parti social-démocrate allemand – Monnaie commune
- H. Leur entrée dans l'UE pose problème (peut-être à cause de leurs têtes) – Qualité de l'eurodéputé
- I. Article espagnol – Socialistes ou amis de Daniel Cohen-Bendit
- J. Bête de somme dont l'élevage est aussi réglementé par la PAC
- K. Evènement du 7 juin prochain

Les articles publiés dans ce journal n'engagent que leurs auteurs. Ni le Parti Socialiste, ni la section de Sciences Po ne pourront en être tenus pour responsables.

LA ROSE AU POING N° 15

Responsables de la publication et Maquette

Pierre-André CLÉMENT
Hugo CHRISTY

CONTACTS

Secrétaire de section
Etienne LONGUEVILLE
etienne.longueville@sciences-po.org

